

Collectif RésisteR

S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !

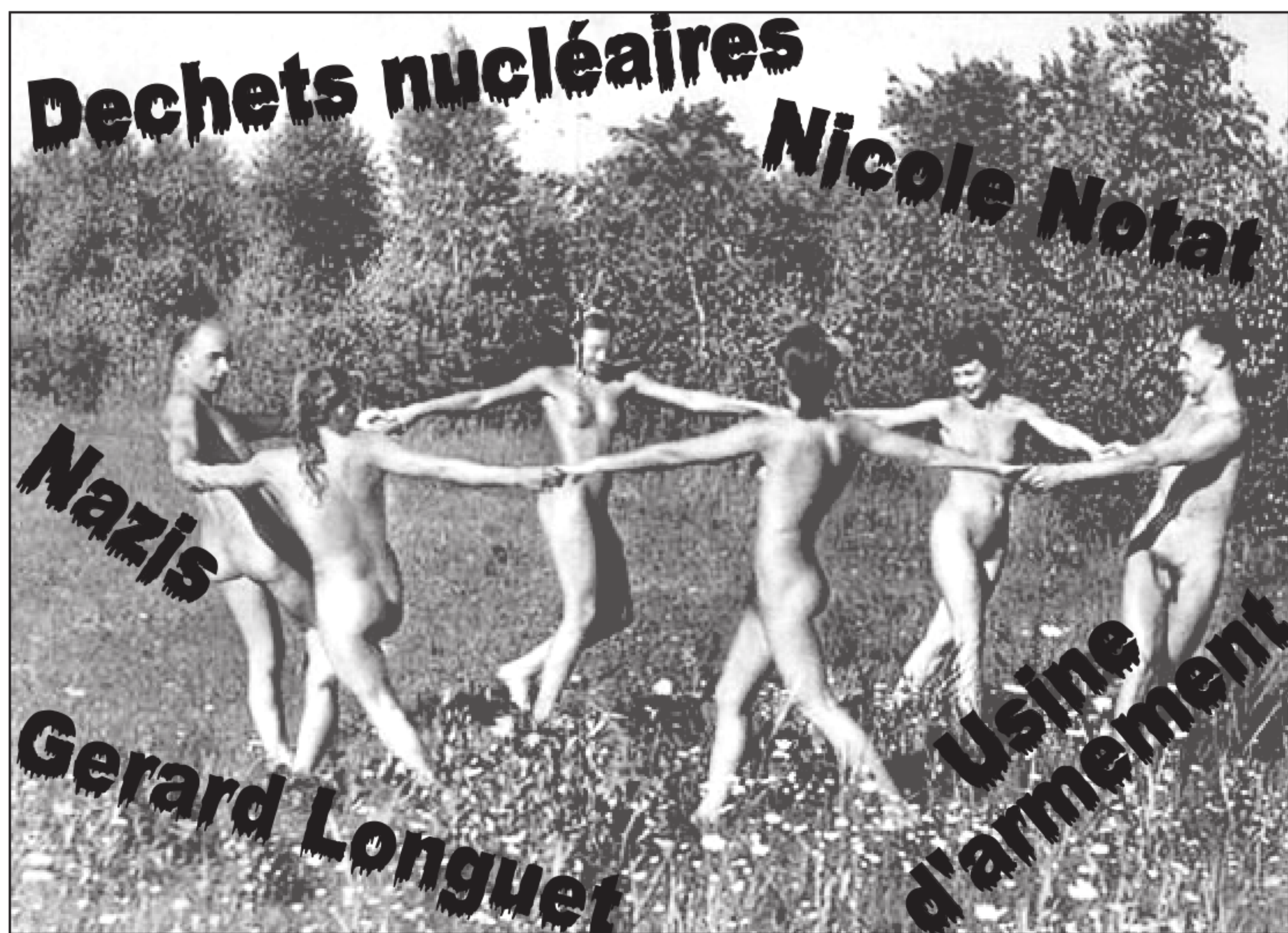


RésisteR!

#45 - novembre 2016

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

La Meuse n'est pas une poubelle



Participation

La participation
est librement
fixée par le
lecteur. Le prix
de revient de ce
numéro est de
1,00 €

LEYR :
ENCORE...

PAGE 2

CLASSE :
TOUJOURS ?

PAGE 5

NAZIS :
JAMAIS !

PAGE 11

Un slogan peut en cacher un autre ! C'est ce que se dirent il y a plus de vingt ans quelques bouseux de la campagne lorraine, plus précisément de Leyr et d'une dizaine de villages de cette belle vallée de la Seille. Ils sont paysans, enseignants, artisans, commerçants, facteurs, techniciens ou encore retraités. Depuis plus de vingt ans, ils se mobilisent avec succès pour conserver leur bureau de poste. Pour eux le slogan de l'époque « Ça bouge avec La Poste », ce n'était pas un slogan, c'était une déclaration de guerre ! Aujourd'hui, ce collectif se bat encore et toujours pour le maintien et le développement de tous les services publics et pour le maintien de leur bureau de poste en particulier.

Si tu veux savoir où tu vas, éclaire le chemin parcouru ! Sur un plan national, la situation ne fait que s'aggraver. Ces dernières années, comme beaucoup de services publics, La Poste a connu une évolution statutaire dévastatrice qui se poursuit.

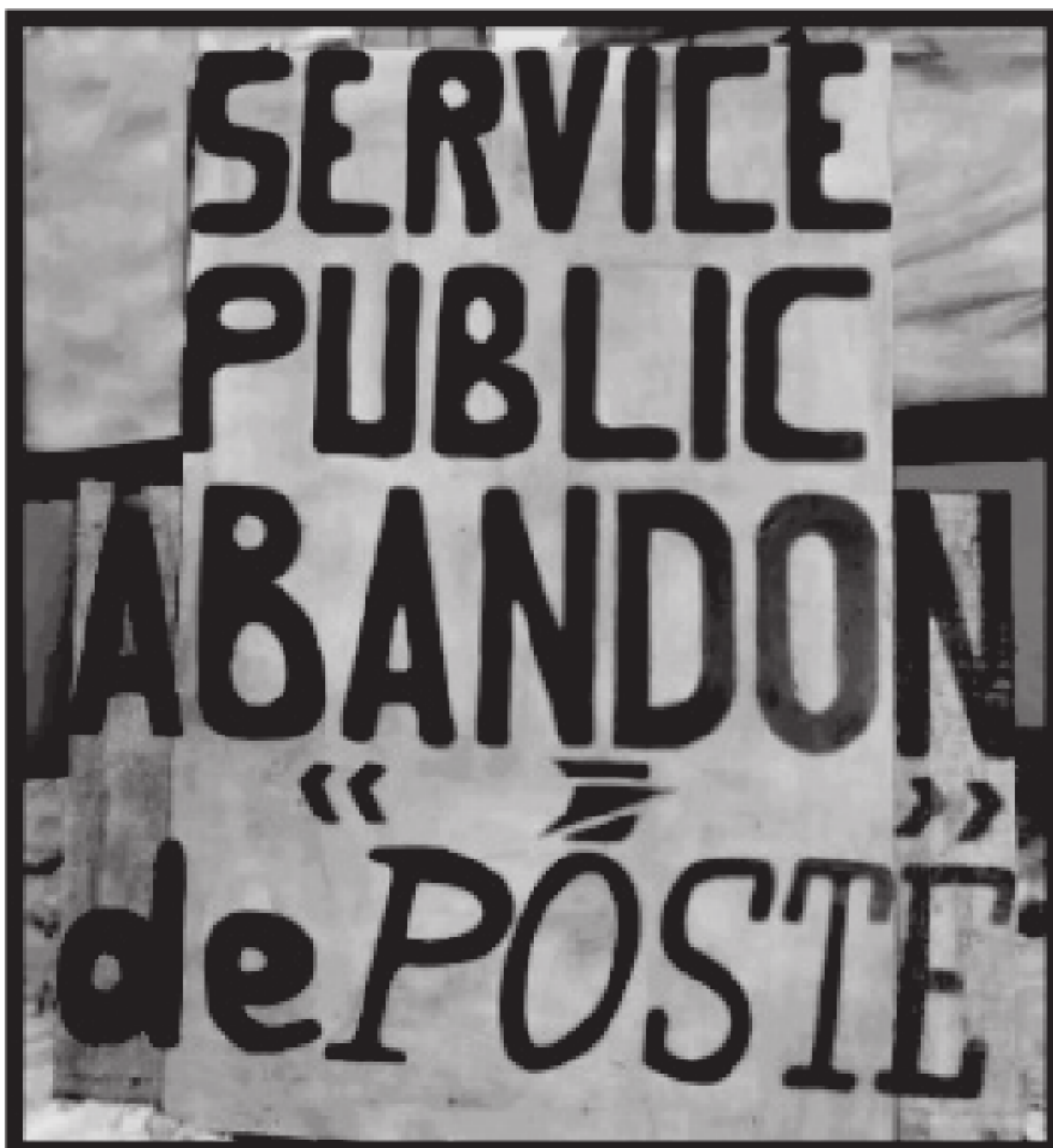
Les PTT étaient une administration d'État qui avait la particularité d'avoir un budget annexe. Les fonctionnaires de la Poste et des Télécoms étaient rémunérés par ce budget qui devait équilibrer ses recettes et ses dépenses. C'était le parlement qui fixait les tarifs et faisait les choix politiques d'investissements comme ceux de financer l'extension du réseau, le développement du minitel, mais aussi l'informatique dans les écoles ou encore le programme spatial Ariane.

Sous Jospin, la « gauche » procède à un premier démantèlement en séparant la Poste et les Télécoms. Ces derniers, après quelques réformes successives et la mise en concurrence imposée par l'Europe libérale, sont devenus la multinationale Orange, avec cette incongruité unique au monde capitaliste

d'avoir une majorité de son personnel toujours fonctionnaire, qui serve sans renâcler les intérêts d'actionnaires toujours plus exigeants ! Les conséquences n'ont pas tardé : rentabilité à court terme, réorganisations, suppressions d'emplois, dépressions, arrêts de maladie, accidents de travail, suicides... en deux mots un profond malaise social.

Pendant ce temps, la Poste est devenue une société directement ou indirectement encore propriété à 100 % de l'État. Aujourd'hui les dirigeants et en premier son président (le banquier et mosellan Philippe Wahl) ne rêvent que de devenir une multinationale comme Orange. Dans la même logique capitaliste qu'Orange, ils prennent le même chemin aux conséquences prévisibles : rentabilité à court terme, réorganisations, suppressions d'emplois, dépressions, arrêts de maladie, accidents de travail, suicides... en deux mots un profond malaise social. Nul doute qu'ils veuillent accompagner leurs trois collègues dirigeants d'Orange sur le banc des tribunaux dans quelques semaines ! Pour tenter de l'éviter, ils viennent de communiquer un plan de 3 000 recrutements... en omettant de préciser à la presse que c'était sur trois ans... moins que les années précédentes ! Comme quoi un criminel peut être comique et cynique !

Revenons à nos moutons... ou plutôt à nos ânes bâtés de Leyr. En ce début d'année, les nouvelles de restructurations, de réorganisations et de fermetures de bureau à La Poste pleuvent sur le pays et la région. À Leyr, silence ! Un soleil radieux illumine le quotidien. Quelques nuages inquiètent nos résistants du collectif. Pourquoi, depuis le départ en retraite de la guichetière et du changement de tournée de la factrice, ces deux emplois de titulaires ne sont-ils occupés que par des intérimaires ? Principe de précaution, histoire de rappeler leurs existences aux dirigeants de La Poste, nos ruraux de Leyr utilisent les nouvelles technologies en réalisant un court-métrage (1). L'histoire va plus vite que l'écriture de leur scénario. Le film au montage, le collectif apprend par leurs collègues postiers et par le maire de Leyr que la direction départementale de La Poste s'apprête à transformer les positions de travail du facteur et du guichetier actuels en deux facteurs guichetiers polyvalents et qui travailleraient en alternance. Au prétexte que cette réorganisation ne changera en rien ni les prestations ni les horaires, la direction s'est limitée à informer le maire faisant fi de l'obligation du contrat de présence postale territoriale de 2014-2016 d'obtenir son accord pour toutes modifications d'activités postales ! La direction de Meurthe-et-Moselle anticipait sans doute le nouveau contrat 2017-2019 qui supprime cette obligation. Pas de chance pour elle, l'Association des maires de France (AMF), association pas vraiment révolutionnaire, est l'une des trois institutions signataires, avec l'État et La Poste. Pas de chance, l'AMF a refusé de signer il y a quelques jours ce projet pour cette raison. La direction veut aller vite.



un avenir d'avance !

Le collectif apprend le 14 octobre, par une source anonyme, que la direction réunit un comité technique le 20 octobre pour consulter les représentants du personnel sur des réorganisations, parmi lesquelles celle de Leyr. Mise en place prévue le 2 janvier 2017.

État d'urgence. À la réunion publique, programmée ce 14 octobre, les participants votent à l'unanimité une motion (ci-après) adressée au président de la République et à tous les élus. Ils décident d'envoyer une délégation à la direction le jour du comité technique. Partant du principe qu'il n'est pas dans les habitudes d'un « patron » de faire un changement pour rien, les membres du collectif de Leyr considèrent que la direction les prend pour des ânes, bêtes à manger du foin. Pendant que les uns réalisent de charmants bonnets d'âne, les autres prennent contact avec trois autres collectifs : Blainville-Damelevières, Chaligny et Eulmont/Lay-Saint-Christophe.

Bien entendu, il n'a pas été possible de rencontrer le directeur « absent » pour partager avec lui une botte de foin. Nous apprendrons plus tard que le pleutre, craignant sans doute un coup de sabot, s'était calfeutré dans son étable. Il avait délégué une sous-fifre pour nous éconduire. Celle-ci a bien tenté de joindre la police... en vain. Sans doute que les forces de l'ordre n'étaient pas remises de leur nuit blanche

à manifester ! Un instant nous avons cru à un début de dialogue social quand une jeune responsable de communication a pointé le bout de son nez. C'était juste pour confirmer le rendez-vous avec les journalistes... enfin seulement ceux qui avaient eu la délicatesse de la contacter la veille !

Il paraît invraisemblable que de hauts fonctionnaires aient un tel mépris envers des usagers qu'ils ont la mission de servir. De quel droit un homme, qu'il soit recteur ou directeur, décide seul d'une fermeture de classe, d'un bureau de poste ou d'un établissement public ? De quel droit un agent public d'une administration ou d'un établissement public se substitue-t-il à un élu qui a délégation de ses concitoyens pour organiser le vivre ensemble ? De quel droit ces prétentieux peuvent-ils se réclamer pour se considérer dieu et maître ? Si ces droits existent, il faut les supprimer ! Il est grand temps que la démocratie retrouve ses lettres de noblesse qu'elle a abandonnées à des pyromanes capitalistes, vils serviteurs de la finance si chère à notre président ! Les collectifs de défense des services publics qui se développent s'y emploient. Rejoignons-les pour que les services publics, garants de l'égalité citoyenne, soient une idée neuve en Europe... et dans le monde !

Léon de Ryel

R



Motion d'actualité

Depuis plus de vingt ans, des citoyennes et citoyens de la commune de Leyr et des dix villages environnants se mobilisent pour conserver leur bureau de poste.

Depuis plus de vingt ans, la direction de La Poste multiplie les tentatives pour parvenir à la fermeture du bureau : suppression du receveur, non-remplacement de l'agent titulaire au guichet, diminution des horaires d'ouverture, délocalisation des facteurs...

Depuis plus de vingt ans, de réunions publiques en réunions publiques, les habitants organisés en collectif ont démocratiquement décidé de mener, pacifiquement mais avec détermination, un panel d'actions diversifiées et souvent colorées parmi lesquelles : interpellations des élus, village des services publics, pétitions, bal des services publics, rallye du facteur, occupations du bureau de poste (y compris la nuit d'un nouvel an), réalisation d'un court-métrage, etc.

Depuis plus de vingt ans, les commerçants, artisans, paysans et autres professions libérales sont à nos côtés pour conserver ce service public de proximité, partenaire important de la vie sociale et économique de notre ruralité et lien social privilégié de notre vivre ensemble.

Depuis plus de vingt ans... et cela continue !

Après le silence de ces dernières années, le maire de Leyr vient d'être « informé » par la direction de La Poste que le guichetier actuel (intérimaire) et le facteur (intérimaire) allaient être remplacés par deux facteurs guichetiers (intérimaires ?). Comme il n'y aurait aucune modification d'horaires d'ouverture et de prestations, La Poste, selon sa direction départementale, n'a nul besoin de recueillir l'accord du maire et/ou celui de son conseil municipal, ni celui des autres communes concernées !

Si un jour l'agence régionale de santé décidait de remplacer l'actuel médecin et l'actuel pharmacien par deux médecins pharmaciens, ne trouverait-on pas cette situation ubuesque ? La mise en place de deux facteurs guichetiers l'est tout autant... à moins qu'il ne s'agisse que d'une énième stratégie pour parvenir à la fermeture de notre bureau de plein exercice... ?

Cette situation serait cependant bien anecdotique s'il ne s'agissait que de notre bureau de Leyr. Or les exemples sont nombreux dans notre département, mais aussi en région et dans toute la France, où des bureaux de poste subissent les mêmes restrictions ou disparaissent.

Parallèlement à notre situation locale, nous apprenons par la presse et par les syndicats CGT-FO-SUD, qui nous soutiennent, que le personnel vit un profond malaise (dépressions, suicides...), conséquence directe d'une politique interne de suppressions d'emploi et de réorganisations successives. Les remaniements de tournées des facteurs, le recours à des personnels intérimaires et tournants dans notre bureau de poste en sont l'illustration.

Par la présente motion, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, nous réaffirmons notre attachement viscéral à ce service public de proximité, comme à tous les services publics qui sont les garants, par leur accès, à plus de justice sociale, à l'égalité de traitement et à l'égalité des droits de tous les citoyens et citoyennes de notre pays.

Contrairement au discours dominant, nous estimons que les services publics sont, à ce titre, plus que jamais d'une grande modernité et d'une grande utilité sociale dans le contexte où nous vivons. Ce n'est pas parce qu'un principe est ancien (le principe d'égalité) qu'il est périmé : il est toujours inscrit, nous semble-t-il, dans notre devise républicaine.

Nous pensons qu'il est préférable de préserver plutôt que de casser.

Nous pensons aussi qu'une école, une poste, des transports, des commerces, des services de santé, des entreprises... constituent un tout fragile et vital pour la ruralité et que toucher à l'un peut détruire l'ensemble !

Léon de Ryel

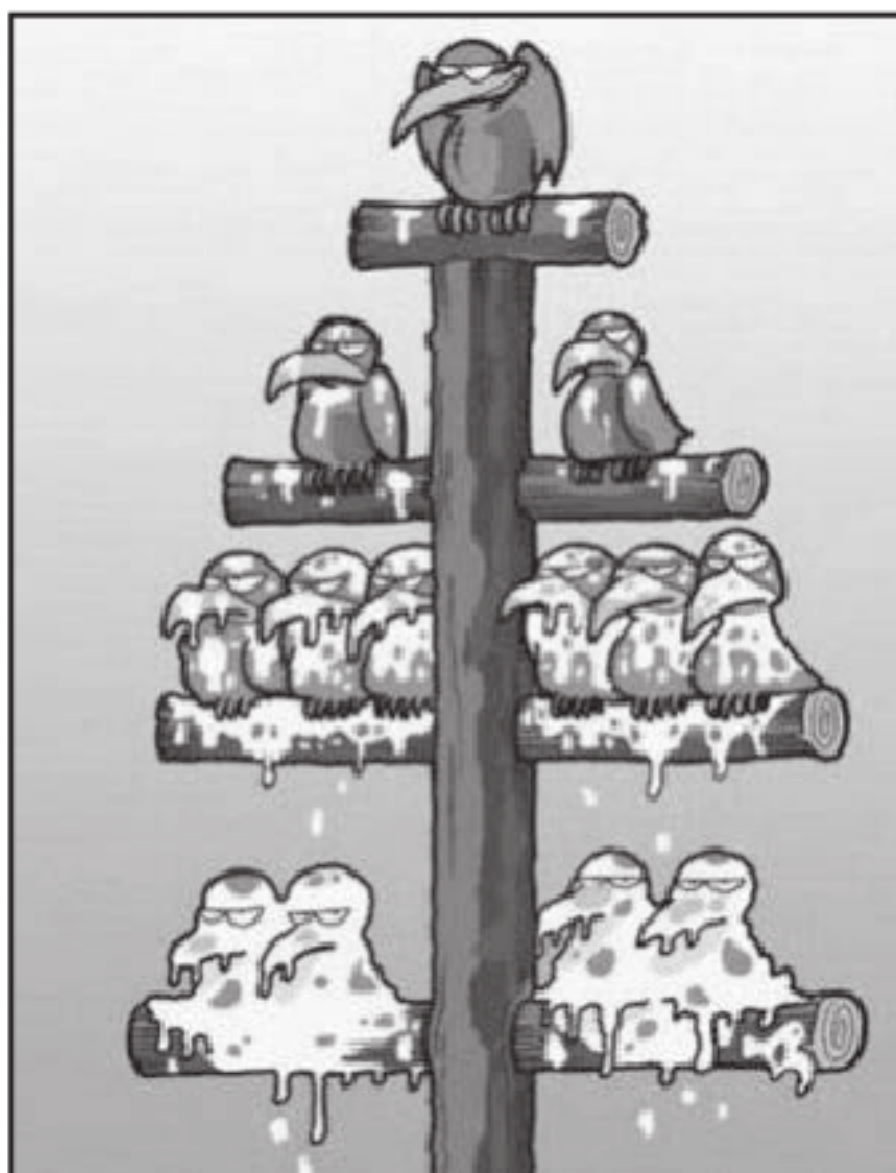
R



Les classes, ça existe !

Une vidéo* du Fil d'Actu publiée le 13 octobre expose de façon très pédagogique un bilan du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) mis en place par Hollande en 2013. Consistant en réductions d'impôts pour les entreprises, le CICE était supposé permettre la création d'un million d'emplois. En réalité, depuis fin 2013 il a permis de préserver moins de 100 000 emplois pour un coût de 48 milliards d'euros ! Le manque à gagner pour l'État a été compensé par des hausses d'impôts pour les ménages et par des restrictions budgétaires, comme ces économies qui vont se traduire par 20 000 suppressions de postes dans les hôpitaux à partir de 2017. Évidemment, tout n'est pas perdu pour tout le monde puisque la France a été classée troisième pays mondial pour la hausse des dividendes versés aux actionnaires en 2015, le patron du Medef, Gattaz, n'étant pas le dernier bénéficiaire de la manne. Et, bien entendu, le dispositif du CICE est reconduit pour 2017, à hauteur de 25 milliards.

À côté de cela, les salarié.e.s qui défendent leurs droits et leurs emplois ne sont pas traités de la même manière. Deux à quatre mois de prison avec sursis ont été requis contre cinq salariés d'Air France jugés pour « violences en réunion », pour leur implication dans l'épisode de la « chemise arrachée » du DRH, ainsi que des amendes pour dégradation (jugement rendu le 30 novembre). Les 19 et 20 octobre, ce sont huit syndicalistes CGT de Goodyear qui sont convoqués devant la cour d'appel d'Amiens, après avoir été condamnés à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes, pour avoir défendu leurs emplois et ceux de leurs collègues. Et il ne s'agit que des cas les plus emblématiques. Des dizaines de militants ont été condamnés ou sont encore convoqués devant les tribunaux suite aux manifestations du printemps contre la loi Travail, avec face à



eux, bien souvent, le témoignage « objectif » des flics au service de l'ordre.

Les classes, ça existe ! La classe dominante tout au moins, dont le maintien au sommet de l'ordre social est garanti par l'appareil d'État, sa justice et sa police, et par tout un tas de gestionnaires, pardon d'hommes et de femmes politiques en CDD renouvelables à chaque échéance électorale. Ces gens-là ont presque réussi à faire croire qu'ils n'existaient plus en tant que classe, qu'il n'y avait plus de classes, plus que des « citoyens », des individus libres et responsables de leur destinée. D'autres sont passés derrière eux qui tentent de convaincre que s'il n'y a plus de classes il y a des nations, des races, des religions, bref des identités auxquelles nous devrions nous raccrocher... Dangereuses foutaises !

Les classes, ça existe ! La nôtre aussi. Elle n'a pas de nationalité ni de frontières, pas de religion ni de couleur de peau. Mais elle n'existe pas comme une chose posée là. Elle n'est pas insubmersible. Elle ne peut exister que si nous le voulons, que si nous la pensons, que si nous nous opposons à ceux du camp adverse qui cherchent à la faire disparaître.

Chaque mobilisation, chaque assemblée générale, chaque manifestation ou sabotage est une occasion de nous constituer comme classe. Chaque lutte peut être une occasion d'exister comme force collective : prête à résister et rendre les premiers coups aujourd'hui et à tout balayer demain.

EzM

R

* Chaîne du Fil d'Actu sur Youtube, [Le Fil d'Actu #44] Affaires, Emploi & Droits des femmes, entre 5'20 et 9'05
<https://www.youtube.com/watch?v=ehi_DXIRdSI>

Participez à Manif'Est !



Après une période de gestation tout au long du printemps 2016, le site manif-est.info est maintenant lancé. De quoi s'agit-il ? D'un nouveau site d'informations alternatives et militantes, et surtout d'un site collaboratif : chacun.e peut y participer, y publier un article sur l'actualité ou un coup de gueule, mais aussi un enregistrement audio ou vidéo. Bien entendu, tout le monde n'y est pas tout à fait bienvenu : les racistes, sexistes et autres nationalistes peuvent aller se rhabiller. Il y a une charte qui détaille tout cela.

RésisteR ! participe au lancement de Manif'Est, de même que des camarades de divers groupes militants à Nancy, en Meuse ou au-delà. Le site lui-même participe au réseau mutu.mediaslibres.org, avec plein d'autres sites locaux : Paris-luttes.info (Paris), Rebellyon (Lyon), La Rotative (Tours), laata.info (Toulouse)... Un réseau de sites et un portail qui affichent clairement la couleur. Tous partagent « les idées politiques antiautoritaires : dans une perspective émancipatrice, anticapitaliste et de lutte contre toutes les dominations ». Voilà qui nous va bien !

R

Compte qui peut

Quand j'étais gamin, une expression courante permettait de dire combien une chose était simple : « *Passer comme une lettre à La Poste.* » Quelques dizaines d'année plus tard, il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour constater que le service public a été oblitéré sous le cachet du libéralisme tout puissant et de ses préposés zélés, pour qui, les règles de la concurrence et de la rentabilité constituent la panacée face à la panade économique. Croient-ils. Rien ne va plus. Hors de question que le facteur vienne sonner une deuxième fois. Parfois même, il ne passe plus du tout.

Il y a quelques jours, j'ai reçu une mise en demeure expédiée par un huissier de Dunkerque, qui n'avait pourtant jamais fait partie de mes amis, mais qui se permettait tout de même, avec un grain de familiarité, de me réclamer 45,29 € sur un ton péremptoire. La lettre commençait ainsi : « *Les relances de La Banque postale étant restées sans réponse de votre part, je suis mandaté pour recouvrer le débit sur compte numéro 0776761H031 clôturé le 21 septembre 2016. Je suis désormais votre seul et unique interlocuteur dans cette affaire.* » S'ensuivait un décompte de la somme exigée, avec la possibilité de défalquer les dommages et intérêts dus, si le paiement intervenait sous dizaine, ainsi que les coordonnées bancaires de l'étude et les divers moyens de règlement. Toutefois, au risque de paraître peu généreux, je m'interrogeai sur l'opportunité de faire ce petit cadeau, n'ayant jamais été titulaire d'un compte à La Banque postale, hormis un livret A, vidé et fermé en septembre 2012 pour cause de crise.

Selon l'adage, qui paie ses dettes s'enrichit. Mais qu'en est-il lorsque vous croyez ne rien devoir ? Dans « *cette affaire* », il ne pouvait s'agir que d'une erreur sur la personne ou l'œuvre d'un homonyme malveillant. N'étant pas naturellement porté sur la paranoïa, je décidai de me rendre au bureau de poste le plus proche pour obtenir une explication bienveillante. Il y avait foule, comme tous les samedis matin. Des employé-e-s dociles expliquaient aux « clients » comment utiliser les automates mis à leur disposition, en omettant de leur dire que ceux-ci permettraient sous peu qu'une autorité comptable supérieure supprime leurs propres emplois. Le guichetier à qui je m'adressai consulta une base de données sur son ordinateur et m'assura qu'il ne pouvait rien me dire puisque le compte avait effectivement été fermé. Il ne cacha pas sa perplexité quand je lui affirmai que je n'étais titulaire d'aucun compte. Pour lui, cette mise en demeure faisait foi ; elle ne pouvait pas ne pas avoir de cause ; simplement, il ne lui était pas permis de me le démontrer. Aussi, me suggéra-t-il de régler cette affaire directement avec l'huissier.

J'appelai donc ce précieux serviteur de la bourgeoisie possédante et je tombai sur une opératrice qui me confirma, après m'avoir questionné sur ma date de naissance, que j'étais bien la personne visée par la missive, qu'il lui était impossible de m'en dire plus, que si je n'étais pas le titulaire du compte en question, il fallait que je me retourne vers La Banque postale. Bref, elle n'avait pas accès au dossier et ne pouvait rien m'apprendre. Elle en profita tout de même pour me glisser qu'il valait mieux que je paie tout de suite pour éviter toute complication.

Je décidai de retourner à mon bureau de poste. Toujours aussi bondé. Un agent, pas le même que précédemment, me suggéra cette fois-ci d'appeler les services financiers de La Banque postale à Nancy. Quand je lui demandai le numéro de téléphone, il me répondit qu'il me faudrait composer le 3639, faute de poste direct.

Ainsi, l'enquête progressait. Au tarif « lettre verte ».

Combien de fois ai-je composé le numéro en question, à raison de 15 c la minute ? Je le saurai quand je recevrai ma prochaine facture téléphonique. Évidemment, le service de messagerie du 3639 ne proposait aucun choix me permettant d'entrer en communication directe avec une personne qui serait chargée spécifiquement de répondre aux usagers qui reçoivent une mise en demeure qu'ils croient imméritée... Impossible de savoir pour quelle raison La Banque postale avait fermé un compte dont je n'étais pas le titulaire et pourquoi elle me réclamait des frais accompagnés de dommages et intérêts. En quoi avais-je bien pu la léser ? Il fallait payer et c'était tout.



le temps perdu



Dès ce moment, j'eus l'agréable surprise de recevoir chaque jour deux messages automatiques sur mon répondeur téléphonique, m'enjoignant de payer la somme demandée ou de rappeler l'étude de l'huissier à Dunkerque. L'un des messages relevait de la poésie : « *Bonjour. Nous venons d'apprendre par votre créancier qu'une exécution par huissier de justice est programmée. Vous pouvez encore éviter les difficultés que cela engendre telles que compte bancaire bloqué, véhicule enlevé ou saisie d'une quote-part de vos revenus. Pour cela, vous devez rappeler l'étude au 03 61 30 40 30, pour éviter ces désagréments.* » Texto.

De temps en temps, pour me divertir, je composai le 3639, histoire de vérifier que, une fois encore, « *tous nos conseillers sont actuellement en communication, nous vous invitons à renouveler votre appel ultérieurement* ». Politesse exquise des messageries télématiques ! Expression de la joie de vivre ! Communication et humanisme contemporains ! Ces appels au 3639 rythmaient mes journées désœuvrées et donnaient, enfin, un sens à mon existence. Mais, jamais je n'ai perdu espoir d'entrer en contact avec un être qui pourrait se montrer humain – tel était mon rêve.

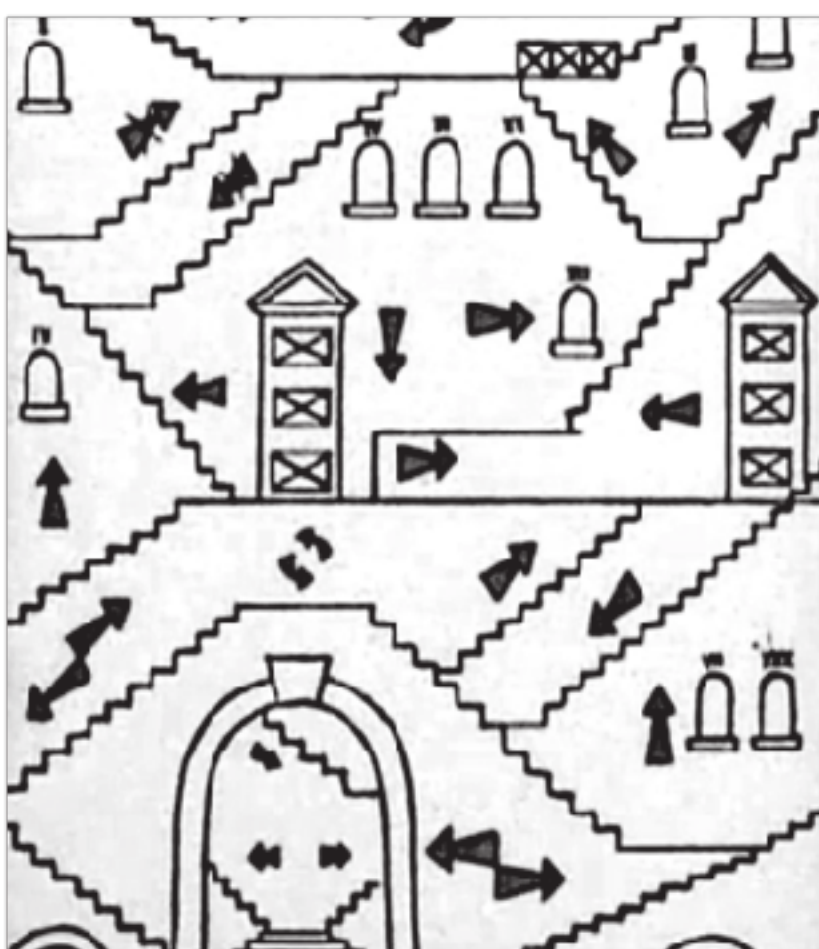
Je décidai de rappeler l'huissier des basses besognes de la justice. Une nouvelle interlocutrice décrocha. Je l'informai que j'avais mis l'affaire entre les mains d'un avocat – un ami qui porte la robe, mais uniquement devant les tribunaux, s'était proposé de lui écrire. En réponse, elle m'informa que, comme j'avais laissé le délai s'épuiser, mon dossier avait été transmis à la Banque de France et que cela me coûtait 5 € de plus. Cela me vexa. J'aurais tant espéré qu'au moins le FMI fût prévenu.

Nouvelle tentative pour joindre un humanoïde au 3639. À mon trentième appel, je tombai enfin sur une vraie personne. Elle travaillait dans les services financiers de Nantes (alors que j'habite à quelques centaines de mètres de ceux de Nancy...). Je lui expliquai la situation. Elle s'étonna de la procédure, d'autant que le numéro de compte ne lui disait rien. Elle me suggéra, par prudence, de vérifier sur internet l'existence de l'huissier. Effectivement, à aucun moment, je n'avais douté de la validité des informations relatives à cet empaffé. Mais non, c'était une fausse piste : il y avait bien un huissier d'injustice qui semait la terreur chez les impécunieux de Dunkerque et au-delà, et qui se faisait appeler « *Maître* » ! L'agente des services financiers de Nantes m'informa qu'il fallait qu'elle étudie le dossier de plus près et me promit de me rappeler sous quelques jours. J'insistai auprès d'elle pour obtenir ses coordonnées directes, trop heureux de pouvoir enfin parler à quelqu'un qui se préoccupe de ma situation. Elle me répondit qu'elle n'avait pas de numéro direct, qu'il faudrait si besoin était que j'appelle son responsable, qui pourrait, disait-elle, me la passer, à l'occasion... Mais, quelques minutes plus tard, seulement, c'est elle qui me rappela. Elle avait retrouvé le compte en question. C'était celui d'une association sans activité dont j'étais le président – hé oui ! – avec un solde à zéro. La Banque postale avait perçu des frais de tenue de compte, qu'elle avait déduits sans état d'âme, et elle avait dû m'écrire pour me le dire, soi-disant. La conseillère ne s'expliquait ni pourquoi La Banque postale s'en était prise à moi plutôt qu'à l'association, ni pourquoi je n'avais pas reçu les prétendus courriers de relance... jusqu'à l'intervention de l'huissier. Quoi qu'il en fût, l'affaire pouvait enfin être soldée.

Cette désagréable expérience montre qu'il suffirait que La Poste décide de ne pas distribuer tous les courriers de La Banque postale, à leurs bons destinataires, pour monter une belle martingale. Avis aux financiers avides de bénéfices.

Piéro **R**

Le titre de cet article est un vers de *J'entends j'entends* de Louis Aragon.



Le feu aux lacs

Léon du Léman et les renards du Michigan

Les articles sur l'économie, c'est pénible... mais moins que l'économie elle-même !

La ville de Chicago a bien des charmes et des spécialités, une des plus remarquables est le prix Nobel d'économie. Les universités de la ville, spécialisées dans l'ultralibéralisme, en comptent un nombre impressionnant. Une légende raconte que dans une de ces universités un vieux professeur reçut un jour d'octobre un coup de téléphone lui annonçant qu'il avait enfin reçu le prix Nobel, il aurait alors plaisamment répondu :

« Ça ne m'étonne pas, dans mon labo il n'y avait plus que la femme de ménage et moi qui ne l'avions pas. »

La femme de ménage repassera encore cette année, car c'est Oliver Hart et Bengt Holmström qui ont reçu conjointement le prix Nobel 2016.

À première vue on s'en tamponne le coquillard.

En effet, que deux hommes blancs à la mine sinistre travaillant aux États-Unis (mais pas à Chicago, cette fois-là) et réalisant leurs recherches et leurs publications dans une novlangue largement inspirée de l'anglais américain, mais totalement incompréhensible par le commun des mortels, soient récompensés n'a rien d'original. Que nos deux lascars soient des ultralibéraux et ne voient de solutions aux malheurs du temps que dans l'individualisme nous étonne encore moins. C'est tous les ans la même chose depuis la création du prix Nobel d'économie. D'ailleurs ce n'est même pas à proprement parler un prix Nobel. Et en plus il n'existe que depuis 1969 (*). Ce pseudo-prix est en fait l'aboutissement d'un long travail de lobbying des économistes qui essaient de faire valoir que leur discipline est une science, même si elle ne parvient pas à dégager de loi un tant soit peu sérieuse et reproductible, sauf à devenir de la comptabilité ou des statistiques. Le prestige du prix Nobel permet donc de redorer chaque année le blason d'une discipline dont les tenants n'ont cessé de conseiller l'austérité aux gouvernements et de donner des leçons aux petites gens. Le fait que les prévisions des économistes sont de moins bonne qualité que celle de l'astrologue de Télé Star ne les rend pas plus modestes pour autant. Et si encore l'économie permettait d'expliquer les phénomènes après coup, pourquoi pas... mais dans ce domaine les historiens et les sociologues sont bien plus adroits.

Pourtant, l'économie est un questionnement vital pour toutes les sociétés. Comment s'organiser pour répondre aux besoins des populations ? Comment créer l'abondance ? La question hante les cerveaux des êtres humains depuis toujours, avec raison.

Et vu comme ça on s'en tamponne déjà moins le coquillard.

Alors voilà... Il y 142 ans, en 1874, un dénommé Léon Walras publiait à Lausanne *Éléments d'économie politique*

pure, ou théorie de la richesse sociale. L'ouvrage a constitué, bien après coup, une révolution non pas du fait qu'il apportait de nouvelles recettes pour organiser la société mais parce qu'il introduisait une mathématisation sans précédent de l'économie. Comme le dit Jean-Marie Harribey, un des rares économistes fréquentables en ces temps de radotage néo libéral, « l'apport de Walras va consister à concevoir une formalisation mathématique permettant de définir de façon précise la situation optimale d'une économie basée sur le libre-échange des produits, sur la vente libre de

la force de travail, sur la libre circulation des capitaux et la libre location de la terre » (**). En d'autres termes, il s'agit de faire de la loi de l'offre et de la demande la première loi économique et la source de toutes les autres.

Vaste programme dont nous subissons tous et toutes les conséquences depuis que de Macron à Juppé en passant par Merkel, Obama, la CFDT, les

frondeurs du PS, le parti communiste chinois et la PME Le Pen, tous les affamés de pouvoir s'y sont ralliés.

Les bourgeois du XIX^e siècle, émancipés par les révolutions politiques des siècles précédents, n'avaient certes pas attendu Walras pour mettre en place un système d'une ampleur colossale, basé sur l'exploitation de l'ensemble des êtres humains au profit d'une infime minorité d'entre eux. Marx avait, en outre, déjà décrit et nommé ce système dans *Le Capital*, paru sept ans avant les *Éléments d'économie politique pure*.

La théorie de l'équilibre général que Walras développe dans son ouvrage est un objet fascinant, une abstraction puissante. Un nombre considérable d'équations permet de modéliser le comportement des acteurs de l'économie : les travailleurs, les investisseurs, les consommateurs, etc. La philosophie ne saurait mieux en être résumée que par l'auteur lui-même : « Le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète. » (***)

Tout ça est bien gentil (façon de parler) mais repose sur toute une série d'hypothèses nécessaires à la validité du modèle, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'elles sont parfois saugrenues. Prenons deux exemples assez marquants. Première hypothèse : les individus, c'est-à-dire vous, moi, DSK, les migrants syriens, les riches, les pauvres... sont égaux dans leur capacité à agir (économiquement) et dans leur niveau d'information (sur l'économie).

Ha ha ha !

Deuxième hypothèse : tous les vendeurs de biens et services (le groupe Auchan, Jacky patron du « Bon Accueil » à Maxéville, les chauffeurs de VTC et les taxis, sont à égalité sur le marché, car nous sommes dans la concurrence « pure et parfaite ».

Hi hi hi !

Ces deux hypothèses farfelues dans notre monde où l'information est devenue une marchandise aux mains de monopoles acharnés à détruire toute concurrence, où les gros mangent les petits et où les petits en sont réduits à se dévorer entre eux devraient suffire à décrédibiliser le modèle.



Mais hélas, il se porte bien ! Certes, après des débuts difficiles. Jugé en effet complexe à la fin du XIX^e siècle, le modèle de l'équilibre général n'a pas connu un succès immédiat. Il nécessitait pour être conforté et adapté beaucoup d'informations sur l'économie et des calculs fastidieux.

Après 1945, tout a changé. L'œuvre de Walras a rencontré son public d'anticommunistes effrayés par le succès des révolutions qui agitaient la planète et menaçaient les bénéfices. Les économistes ont alors définitivement troqué leurs bouquins de philo et d'histoire contre des calculettes, et remplacé leurs cerveaux par des ordinateurs IBM. Walras est devenu post-mortem (avec quelques autres) (****) la coqueluche des universités américaines et la référence des actionnaires, des patrons et des ravis du capitalisme.

La suite est une série de catastrophes. L'offensive idéologique contre le communisme a enrôlé l'économie devenue une sous-discipline des mathématiques appliquées, la création du pseudo-prix Nobel visant à lui donner l'autorité d'une science « dure ». Les politiques ultralibérales ont été testées en grandeur nature dans le Chili de Pinochet, elles ont produit l'auto proclamé « miracle chilien » qui a fait du business dans une dictature sanglante, où étaient interdits les syndicats, les partis politiques et la grève, un exemple de réussite et un modèle à suivre. L'échec dramatique des pays du bloc de l'Est a fait le reste : « Il n'y a pas d'alternative au capitalisme », les méthodes étaient testées, le slogan était trouvé. Thatcher puis Reagan ont lancé le mouvement, les autres ont suivi. Ils suivent toujours.

Sauf que...

Le hic, car il y en a un, et il est de taille, c'est que... ça ne fonctionne pas. Quiconque a déjà essayé de prendre le train à Liverpool, de se faire soigner dans l'Arkansas ou de poster un colis de plus de 3,5 kg à la poste de Champigneulle a constaté que la privatisation des services publics, élément central de ces politiques, est à chaque fois un désastre pour la population en même temps qu'elle est juteuse pour les actionnaires.

Le deuxième hic, car il y en a un deuxième, c'est que ça commence à se voir. Depuis quatre décennies que le monde vit au rythme des politiques inspirées de ce modèle, les choses ne vont pas mieux. Et à peine une région du monde décolle-t-elle économiquement en faisant exploiter et pressurer sa population pour attirer les investisseurs, qu'un autre pays offre des opportunités d'exploitation plus fortes encore. La Chine a à peine fini de s'éveiller, que déjà le Vietnam, ou les pays d'Afrique centrale sont sur les rangs, pour lui prendre sa place de championne des bas salaires, de la répression syndicale et de la pollution.

Nous voilà rendus au point où la misère qu'engendre le système partout dans le monde est telle que les deux arguments habituellement donnés par ses défenseurs ne fonctionnent plus.

Premier argument : la création prodigieuse de richesse réalisée sous ce régime depuis près d'un siècle au niveau mondial signerait son succès. Certes, c'est impressionnant mais ça ne tient plus face à l'indécence toujours plus grande des inégalités et à la destruction de la planète qui en sont le corollaire et qui, surtout, sont les conditions indispensables à la création de la richesse dans ce système.

Cela ne tient plus non plus face à la barbarie des guerres pour le

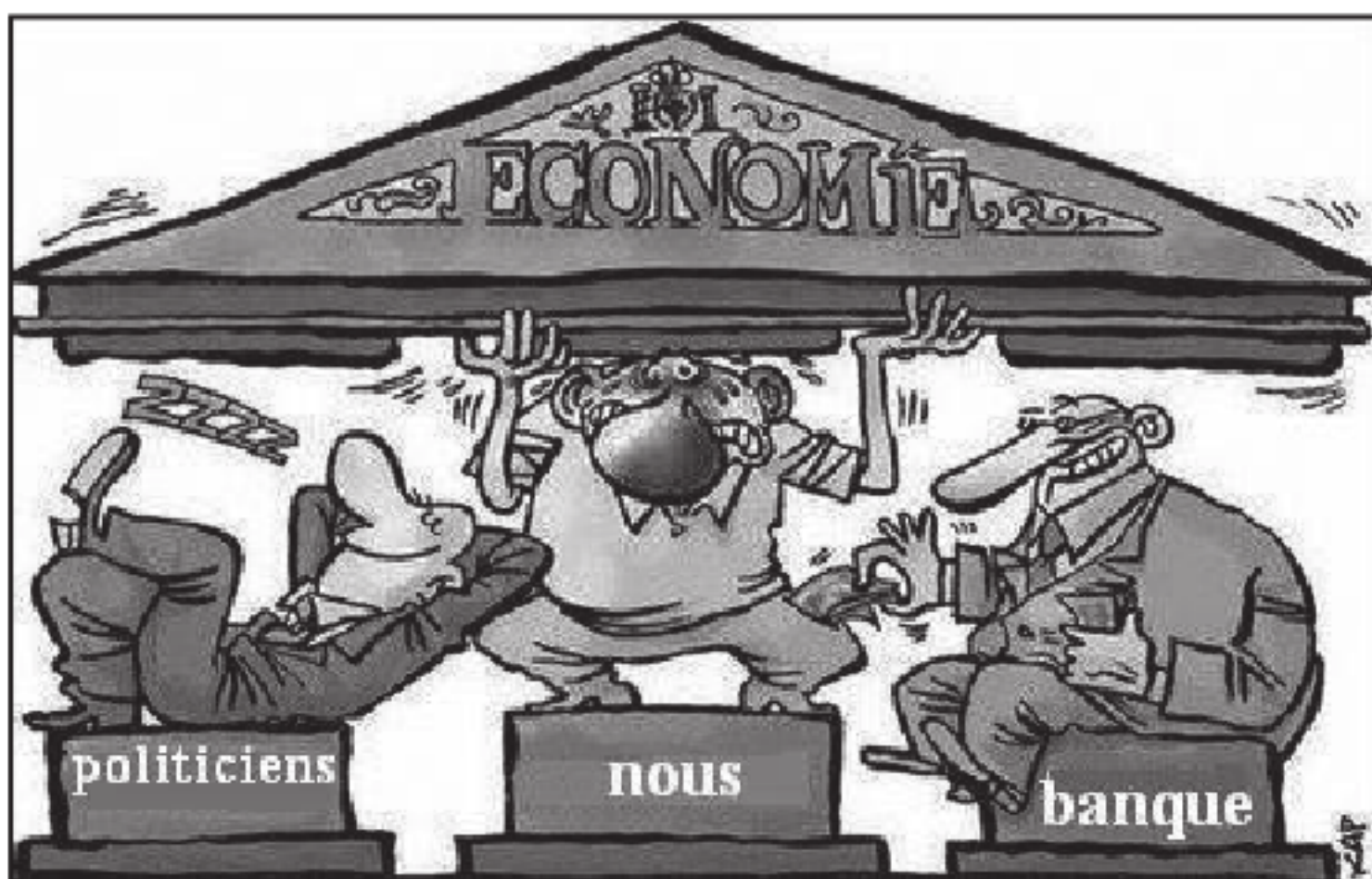
pétrole et les métaux rares. Jusqu'à récemment, les effets du capitalisme mondial se faisaient sentir loin des yeux et du cœur des Occidentaux : guerres coloniales, guerres pour le pétrole, famines en Afrique, inondations au Bangladesh. Mais aujourd'hui tout se rapproche et s'accélère, les réfugiés des guerres pour le pétrole (et de leurs suites) arrivent en masse. La violence et la barbarie débordent des écrans sur lesquels on peut voir un système devenu fou mettre en scène et vendre la misère, la violence et la mort qu'il engendre.

Deuxième argument des tenants du système : « Vous n'avez pas de système alternatif, donc, de toute façon, c'est ça ou le communisme et on a vu, c'est encore pire... » Mouaif... l'URSS de la nomenklatura, de la surveillance généralisée et des brutalités policières apparaît de moins en moins comme une menace crédible dans des sociétés qui tendent de plus en plus à lui ressembler.

Mais, d'un autre côté, toutes celles et ceux, de gauche, qui pensent qu'il y a capitalisme et capitalisme, libéralisme et capitalisme à la papa, capitalisme rhénan paternaliste contre capitalisme financier anglo-saxon débridé, sont en panne aussi.

Les voilà réduits à demander la fermeture des frontières, le repli sur soi, en faisant des contorsions de plus en plus vives pour se démarquer des nationalistes et autres agités de la patrie. Comme dirait Mélenchon : arrêtons de chanter L'Internationale, les gens ne la connaissent plus. La Marseillaise est par contre toujours aussi porteuse (****). Et puis, quand bien même, si on écoutait les réformistes, les sociaux – au choix – démocrates, libéraux, traîtres, frondeurs, etc., il faudrait prendre le pouvoir dans chaque pays et fermer des marchés (c'est-à-dire renationaliser). Si elles sont moralement justes, ces mesures mises en place sans changer de

système ne conduiront qu'à diminuer la création de richesse marchande et à gripper un moteur qui ne sait marcher qu'à fond la caisse et en marche avant. Mais chiche ! Allons-y ! Poussons les contradictions du système jusqu'au bout. Il y a fort à parier que l'écroulement économique de pays retranchés derrière leurs frontières n'est que le prélude à des guerres comme on en connut tant il n'y a pas si longtemps... Les frontières n'ont jamais protégé personne, bien au contraire !



La meilleure illustration du fait que, pourtant souvent de bonne foi, ces braves gens se gourent dans les grandes largeurs, c'est que Léon Walras lui-même n'envisageait son système théorique d'économie pure qu'accompagné d'un système d'« économie sociale » qui devait assurer une justice entre les humains. C'est qu'il se réclamait du socialisme et pensait que le pouvoir politique devait répartir les richesses créées le plus justement possible...

Se considérant comme un économiste « pur » il ne s'est pas beaucoup avancé sur le terrain politique, et personne n'a réussi à poursuivre son idée...

Mais revenons à nos loups, défenseurs du marché. Les successeurs de Léon sont des gens simples, peu enclins aux finesses. L'économie se met en chiffres, la politique n'est que la conséquence du résultat des calculs. L'être humain, réduit à des fonctions de consommateur et de producteur, suffit en effet à

.../...

assurer des rendements intéressants aux actionnaires. Pointant le colossal déficit démocratique des pays communistes tout au long de la Guerre froide, ils ont réussi à imposer l'idée que la démocratie représentative, voire la démocratie tout court n'était rien d'autre que l'avatar politique du capitalisme, dont la liberté est un des postulats de base. Liberté d'entreprendre et liberté d'exploiter, on l'avait compris. Le renard libre dans le poulailler libre.

Le mensonge est gros, et il tient encore... un peu. Mais dans une société européenne hystérique ou une grande partie de la population est prête à troquer la liberté contre la sécurité, ça pèse de moins en moins lourd.

Alors quoi, le roi est nu ?

Qui soutient encore ce système économique à bout de souffle ?

Peu de monde, à vrai dire : ceux qui en bénéficient et en premier lieu la classe politique. Installée par la force ou par les urnes, elle assure partout dans le monde que la solution au problème est le problème lui-même, que pour sortir de la misère dans laquelle le libéralisme nous a plongés, il faut plus de libéralisme. Que vaut encore la parole de ces élites en faillite ? Toujours trop, tant que les masses n'ont pas conscience de leur pouvoir...

La parole ne suffisant plus, il faut y joindre le geste : encadrer, surveiller, se protéger. Partout les puissants embauchent des flics, des gardiens de prisons, posent des caméras, créent des milices. Le capitalisme nous a amenés au bord du gouffre. Nous voici rendus au temps des extrémistes. Les extrémistes qui nous gouvernent, acharnés à maintenir un système en faillite, sont concurrencés par les extrémistes qu'ils ont créés. Les loups sont sortis du bois ; on recrute à flux tendu chez tous les fascistes religieux et politiques. Aux bombes des uns commencent à répondre les ratonnades des autres...

Pauvre Léon Walras, lui qui se voulait « humanitaire »...

Pendant ce temps-là...

Face à ce désastre, que se passe-t-il dans la corporation des économistes ? Cherche-t-on un nouveau système ? Planche-t-on avec fébrilité sur des réformes radicales des théories de l'équilibre général ?

Non : on se penche sur les hypothèses du modèle. On a bien conscience qu'elles sont un peu fragiles... Mais elles sont la base de ce système si désirable et si juteux.

C'est là que reviennent nos deux pseudo-prix Nobel 2016. Ils ont été récompensés pour leurs travaux sur les « contrats », c'est-à-dire sur les moyens de motiver les travailleurs, à coups d'évaluation, de performance, de management... et de primes pour les PDG. Mais qu'est ce que c'est que cette histoire de contrat sinon la tentative désespérée de valider l'hypothèse de l'équilibre général de Walras, qui porte le joli nom d'Homo economicus. Eh oui ! Pour que tout fonctionne, il faut que l'Homo sapiens – vous moi, Nadine Morano, Michel Platini et votre belle sœur – soit rationnel, adapté à l'économie, raisonnant offre demande et ne voyant dans toute relation humaine que la conclusion d'une transaction dont il tire profit. Pour Platini et Morano, c'est gagné, pour les autres, c'est moins sûr. Pour tous ces gens qui ne se voient pas comme des offreurs de travail libres d'aller travailler pour satisfaire leurs besoins élémentaires et se payer quelques extras, mais qui en ont marre de se lever le matin pour aller enrichir leur patron ou se faire engueuler à Pôle Emploi, le concept est plus flou. Soyons sérieux : tout ça ne tient pas du tout et même Léon Walras

se sentait sans doute souvent comme vous et moi : une bête prête à se vautrer dans le plaisir, le stupre et la fainéantise, comme ça... gratuitement. Un Homo erectus désireux de goûter enfin la liberté du poulailler à poil quand il a fini de plumer le renard...

Mais, revenons à nos moutons. Ainsi va la vie au pays des économistes : le changement et la remise en cause ne sont pas à l'ordre du jour, l'adaptation aux réalités c'est pour les autres, les pauvres ^(****). Les économistes dominants de notre époque ont une doctrine qui est née la même année que Jeanne Calment. Cette doctrine ne fonctionne pas, mais peu importe, ils sont prêts à tout pour nous l'imposer. Aucune crise, aucune guerre ne les fait dévier, peu importe la misère et les morts. Ils osent tout, comme ces deux zozos auteurs du dernier opusculé à la mode dans les

matinales des radios et télé d'info en continu intitulé Le Négationnisme économique. Charmant pamphlet où deux économistes dominants expliquent que quiconque conteste la doxa libérale est un obscurantiste qui nie la science, pire que ça : un négationniste ! Passées les bornes, il n'y a plus de limites...

Si l'économie est une science, et après tout pourquoi pas ?, elle ne progressera qu'en apprenant de ses errements, quand bien même ils sont partagés par une majorité. On en a vu d'autres...



Notre avenir décidément ne peut pas être laissé à ces gens. C'est à nous tous-tes qu'il appartient de poser les bases d'une autre société, sans dogmatisme. Nos seules limites sont notre imagination et notre fascination pour les radoteurs du vieux monde capitaliste, qui part en lambeaux devant nos yeux étonnés.

Violetta Bettembourg

R

¹⁾ Le « prix Nobel d'économie » : une habile mystification, Gilles Dostaler Alternatives économiques, n° 238 - juillet 2005.

^(**) Jean-Marie Harribey, Cours en ligne – université de Bordeaux IV. J.-M. Harribey est par ailleurs coprésident du conseil scientifique d'ATTAC.

^(***) Léon Walras, Œuvres économiques complètes – Livre VIII. Éléments d'économie politique pure, ou théorie de la richesse sociale.

^(****) William Stanley Jevons ou Carl Menger, contemporains de notre ami Léon et de Vilfredo Pareto, son continuateur, par exemple.

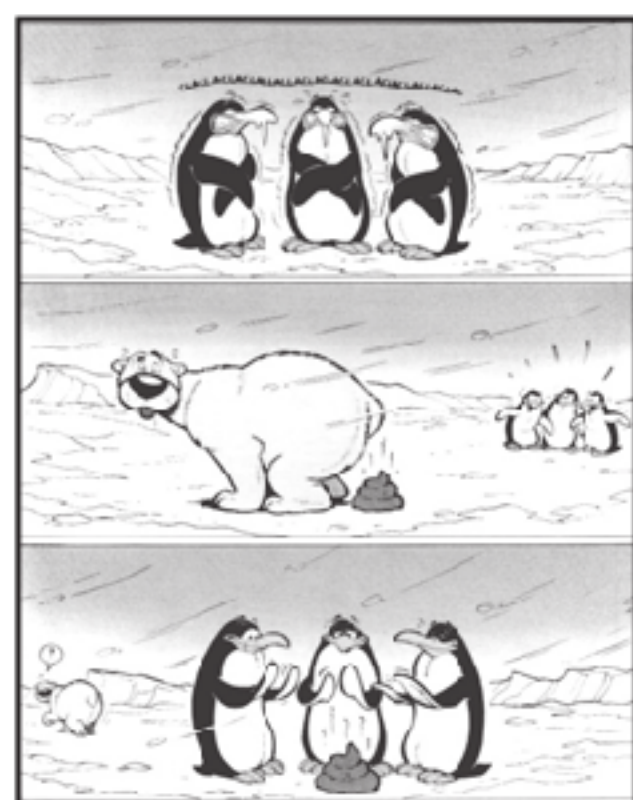
^(*****) <http://www.rtl.fr/actu/politique/jean-luc-melenchon-ne-veut-plus-faire-chanter-l-internationale-7785259395>

^(*****) La profession comporte bien quelques hétérodoxes courageux qui, invariablement, pointent les contradictions de ce système – qui ne sait qu'accélérer, certain qu'il est que, quelles que soient les catastrophes qu'il a créées, il en ressortira conforté –, mais ils sont quasiment invisibles et inaudibles, et... pas près d'avoir le Nobel !

Comment on peut péter ou faire sauter les plombs !

Ceci se passe dans une quelconque administration lorraine que nous ne nommerons pas. Chacun sait que le froid administratif ne débute pas avant le 15 octobre, mais dans des bâtiments anciens où l'isolation thermique est purement et simplement inexistante et les fenêtres simple vitrage pas du tout étanches, quand il fait 5 °C dehors, il fait 14 °C dans les bureaux et les personnels travaillant sur ordinateur ne bougent guère. À 14 °C, ce n'est pas supportable très longtemps, même avec des mitaines (qui ne sont pas fournies par la direction), on a froid aux mains assez rapidement.

Aussi chacun et chacune ramène



son petit chauffage électrique d'appoint, que ce soit un convecteur ou un petit radiateur électrique soufflant de salle de bains. Cette situation perdure depuis quelques années, la direction reconnaît implicitement que 14 à 15 °C ce n'est pas viable pour travailler, étant donné qu'elle est au courant de l'existence de tous les chauffages d'appoint et qu'elle ferme les yeux à ce sujet. Il a dû faire plus froid cet automne que les années précédentes car les plombs ont sauté plusieurs fois avec les chauffages d'appoint. Et là, la grogne est progressivement montée, car impossible de se chauffer, et même de se réchauffer, avec une boisson chaude (on hésite avant de brancher la bouilloire, on craint de refaire sauter le compteur). À quoi allons-nous en être réduit(e)s pour nous réchauffer ?



Faudra-t-il autoriser la venue des conjoints, copains, copines, compagnes ou compagnons pour supporter ces températures trop basses ? Et là, on peut parier que personne n'aura la migraine.

Il est déjà assez hallucinant que l'administration préfère payer la consommation électrique de dizaines de chauffages d'appoint au lieu d'allumer la chaudière à une date acceptable, car visiblement le coût du chauffage électrique est beaucoup plus élevé que le chauffage au fuel ou au gaz, et la note d'électricité a explosé depuis deux ou trois hivers.

Mais il faut croire que l'argent de nos impôts n'est pas assez dilapidé par l'État car il n'y a pas que ce problème. Depuis plus d'un an, il y a une importante fuite d'eau dans le circuit de chauffage et de l'eau chaude disparaît dans le sous-sol

par mètres cubes et mètres cubes tous les jours. Comment expliquer, sinon, que les agents soient obligés de remettre de l'eau dans la chaudière avec un tuyau d'arrosage au moins deux fois par semaine ? Est-ce pour éviter son explosion ? Bien entendu, la fuite n'a pas été réparée au printemps, on attend la mi-octobre pour, éventuellement, envisager de faire venir une entreprise spécialisée pour trouver la fuite d'eau. Il est vrai que les agents ont dû creuser le long de la conduite incriminée, mais ils n'ont pas trouvé la fuite. Faire venir une entreprise spécialisée à un coût pour la trouver, un coût peut-être élevé dans un premier temps, mais certainement bien moindre que le gaspillage d'eau et d'électricité produit par cette fuite.

En effet, dans un bâtiment, le chauffage fonctionne plus ou moins bien, surtout en bout de circuit, peut-être bien à cause d'une pression d'eau insuffisante, alors les plus frileux(ses) allument leur chauffage d'appoint, même en plein hiver. D'autres préfèrent travailler en manteau ou blouson.

En fin de compte, la solution serait peut-être d'aller travailler dans les égouts, qui sont plus généreusement alimentés en eau chaude que nos radiateurs.

in furore

R

Tous à Verdun !

« Ils veulent pas que Marianne soit ma fiancée. Peut-être parce qu'ils me trouvent trop foncé. » Black M, Je suis chez moi

Par une belle journée d'octobre (même pas vrai) nous partîmes 80 et nous arrivâmes 250. 3 000 selon la Chorale des Sans Nom ! Les autres ? Ils étaient partis chez les zadistes. 12 000, 40 000 selon les tritons crêtés (*triturus cristatus* en latin savant), qui ont entamé une danse nuptiale sur le champ, juste avant d'hiberner. Le pourront-ils ?

Le cortège rouge et noir a cheminé le long de la Meuse, croisant au passage quelques monuments magnifiques à la gloire de l'amère patrie, « à la France immortelle ». Un camarade me signala un monument aux femmes du monde rural. « *Debout donc, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la Patrie.* » René Viviani, président du Conseil en 14, appelait ainsi à la mobilisation.

« À Combrès ou à Verdun, à Metz ou à Nancy, à Calais ou à Paris, les nazis on n'en veut pas. » La troupe s'est arrêtée au pied du monument à la Victoire et aux soldats de Verdun. Comme je n'avais pu déborder le cortège empêché depuis le début par le camarade de la CGT, je me suis appuyée contre le distribanque voisin pour reposer mes lombaires. Ben quoi ? On peut être anticapitaliste et proche de sa banque !

Pendant les chants choraux, j'ai dû expliquer à une dame âgée la raison de la manif : vous savez, un local à côté de chez vous, la Taverne de Thor, où pullulent des nazillons. « *C'est quoi des nazis ?* », me dit-elle.

(Ici, hennissement du cheval cabré, hérissé de barbelés, qui se trouve au pied du monument. Hiii.)

Au retour, le soleil d'automne se couchait sur les côtes du Toulinois. Après avoir déposé un copain à la station, on est rentré chez soi. Ben quoi ? On peut être décroissant et rester proche de sa station.

Si vous voyez la dame le 11 novembre, dites-lui qu'on n'était pas là pour casser les vitrines, mais bien pour dire non aux nazillons. Oui aux tritons !



Les Joueurs de skat, Otto Dix, 1920.
Les gueules cassées de 14.

CJ R

Le capitalisme : mortel !

Dans le film *L'Armée du crime*, Robert Guediguian fait dire à Missak Manouchian à propos des résistants : « *Nous sommes du côté de la vie. La mort, c'est eux [les nazis]* ». À ce moment du film, Missak Manouchian n'a pas encore vraiment choisi la résistance par la lutte armée.

Cette phrase avait résonné longuement lorsque j'ai vu ce film, il y a quelques années. Pas pour la question qu'elle peut poser en ce qui concerne le choix de la lutte armée, mais plutôt parce qu'elle met la résistance du côté de la vie. Les oppresseurs se trouvant donc forcément du côté de la mort. Une sorte de manichéisme qui me troublait, car peut-être un peu trop simple à mon goût.

Autre époque, autres luttes, bien sûr. La situation historique est toute autre. Mais nos résistances d'aujourd'hui face au capitalisme nous placent-elles encore de ce côté ? Le capitalisme et son monde sont-ils synonymes de mort ? Difficile de trouver le moindre aspect positif à ce système, mais cela suffit-il pour autant à l'identifier à la mort ?

Si nous partons d'une vue planétaire, le productivisme qui a longtemps été son apanage a certes largement contribué à ruiner la Terre. Mais d'autres régimes ou organisations économiques ne l'ont pas épargnée non plus. Il suffit d'aller faire un tour vers l'Est. Les cime-

tières de complexes industriels et les ravages de la pollution qu'ils ont disséminée au cours du siècle précédent n'y manquent pas plus qu'ici. Sur un autre plan, OGM et agrochimie permettent une production délirante au prix de millions de morts à petits feux. Cancers et autres gaîtés du genre sont au menu. La mort à la carte.

Abaissons alors un peu l'altitude et regardons plus régionalement. Les guerres qui émaillent le monde sont légion. Nous avons compris depuis bien longtemps que malgré les prétextes ethniques ou religieux invoqués pour les expliquer, les véritables raisons sont souvent ailleurs. Que l'instrumentalisation d'illuminé.e.s de telle ou telle religion trouve ses racines dans des

enjeux de puissance commerciale. *In fine*, ce sont toujours au plus haut niveau les mêmes états qui mènent la danse macabre. Capitalisme sauvage et mafieux ou capitalisme du spectacle, on retrouve de part et d'autre le même système. Le capitalisme, la guerre et les champs de batailles ensanglantés, une vieille histoire...

Descendons encore un peu et rapprochons-nous du pays France. C'est de plus en plus clair. Si d'aucuns avaient encore quelques illusions sur l'état de l'opposition officielle au capitalisme, celle qui se nommait Parti socialiste, ils n'en ont certainement plus du tout. Même sans en avoir attendu grand-chose, il faut bien convenir que la conversion de ses responsables à l'économie de marché et à ses prétendus principes n'a fait que conti-

nuer l'ouvrage de leurs prédécesseurs. Restructurations, licenciements boursiers et au final malheur pour les travailleurs et travailleuses, voire suicide pour certaine.e.s. De ce côté, le doute n'est pas permis, c'est bien à la mort que mènent

c'est bien à la mort que mènent ces pratiques

ces pratiques. L'incroyable augmentation des violences policières envers des militant.e.s manifestant (ou pas d'ailleurs) en est un signe supplémentaire. Sivens, Rémy Fraisse, ce n'est pas si vieux. L'armement létal utilisé par la police en répression du mouvement social d'opposition à la « loi Travail » n'a miraculeusement pas causé de victimes décédées. Mais combien de blessés graves garderont à vie les séquelles de ces interventions du pouvoir autoritaire ? Beaucoup, beaucoup





On ne peut pas comprendre le système avec le point de vue des calculs truqués des trafics capitalistes. Inventons des incroyances, des ailleurs utopiques à vivre maintenant en s'appropriant notre monde dans son devenir !

trop. Là encore, nul doute que le capitalisme, sur la défensive, aurait pu tuer sans vergogne.

Zoomons encore un peu et voyons par ici. Vers Bure, par exemple. Là où de riches et grandes entreprises ont décidé de creuser pour enfouir les pires déchets qui puissent exister. Cadeau pour des centaines de générations humaines à venir ! Là, il faut reconnaître qu'il semble difficile de cerner ce qui du cynisme ou de la folie meurtrière peut expliquer une telle entreprise ! Ni l'un, ni l'autre, les deux ? C'est surtout encore une fois du côté du profit financier qu'il faut regarder. Du côté des capitaux qui devraient grossir, grossir, grossir pour ceux qui les détiennent après une telle opération. Bref du côté du capitalisme.

Certes, ce ne sont là que quelques exemples, il y en a pléthore. Mais force est de constater qu'à chaque fois que le capitalisme produit ou tente de produire quelque chose, il y a risque mortel. Pour des individu.e.s, pour les vivants et vivantes d'aujourd'hui comme pour ceux et celles de demain.

Mais alors si le capitalisme est porteur de mort autant qu'il porte en lui la guerre comme disait Jaurès, cela suffit-il à définir ses opposant.e.s comme étant du côté de la vie ? Est-ce suffisant pour une définition en creux en quelque sorte ?

De quel.le.s opposant.e.s parlons-nous ? Évidemment ceux ou celles qui n'imaginent même pas que le capitalisme soit amendable, améliorable, tant il est évident qu'on ne peut rendre une chose mortelle seulement un peu mortelle. Il s'agit donc de ceux et celles qui se reconnaissent au minimum dans une lutte antiautoritaire et antimilitariste. Ceux et celles pour qui l'idée de patrie et les discri-

minations sont des aberrations tout autant que l'ordre moral ou religieux. Ceux-là, que je sache, n'ont pas de sang sur les mains. Pas d'assassinat en masse ou de génocide. Pas de guerre ni la mort de millions d'individu.e.s à faire oublier pour assurer leur survie. Ils seraient, par exemple, plutôt du genre à faire vivre des dispensaires de soins autogérés en Grèce ou à expérimenter des formes variées d'organisation dans des ZAD. À la recherche de consensus pour avancer tous ensemble plutôt qu'au profit d'un petit nombre. Même si parfois, sous le coup d'une attaque armée et violente des forces de défense du capitalisme (police, gendarmerie...), la riposte est elle aussi armée, l'initiative de la violence à froid n'est pas de ce côté.

Il y a bien deux forces qui s'opposent. Le capitalisme, aujourd'hui acculé à trouver des moyens de survie, a toujours été prêt aux pires horreurs. Il n'y a aucune raison que cela cesse par enchantement. Il n'est pas question ici de deux forces qui s'affronteraient dans un sens mystique. Il est question de deux classes : celle des dominants et celle des dominé.e.s. À travers l'histoire, les dominants ont réduit au silence les mouvements d'émancipation, en semant la mort. À chaque fois, puisque nous sommes encore là, dans la lutte, ce projet a échoué. Les rêves mortifères des bourreaux d'aujourd'hui n'atteindront pas davantage leurs buts que ceux des bourreaux d'hier. Si nous pouvons à chaque instant faire naître de nouveaux engagements, de nouvelles actions et de nouvelles pratiques, c'est bien parce que seule la vie le permet. La mort ne se renouvelle pas, même si elle aime à changer son apparence. Elle reste la caractéristique principale des dominants et donc du capitalisme. La phrase prononcée par Missak Manouchian dans *L'armée du crime* est peut-être une invention du réalisateur, qui sait, mais son sens est grandement d'actualité.

Jihel

R

**CE SYSTÈME IMMONDE
QUI N'A PLUS
LA MOINDRE DIGNITÉ,
NE NOUS INDIGNE PAS
MAIS NOUS RÉPUGNE
ET NOUS RÉVOLTE**



**ON NE LEUR DEMANDE
RIEN,
ON PREND LE POUVOIR
SUR NOS VIES,
ON OCCUPE
NOTRE MONDE...**

ni contrainte
ni entrave

Le collectif de soutien Nos3Maisons vient d'apprendre que la Ville de Nancy souhaite consacrer 1 240 000 € à l'agrandissement de la MJC des 3 Maisons. Il aurait pu s'en réjouir.

Hélas, il n'en est rien. En effet, cette information a été découverte par hasard dans le texte d'une « procédure de marché public » publiée par la Ville de Nancy le 20 octobre dernier¹. Il s'agit d'un appel à candidature pour « désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la MJC des 3 Maisons à Nancy. L'opération envisagée porte essentiellement sur des travaux d'extension comprenant dojo, salle de danse, activités du cirque, centre de loisirs et vestiaires-sanitaires-douches ». Les dossiers de candidature sont à rendre pour le 7 novembre 2016, soit le délai légal minimum de 18 jours.

Il est aisé d'en déduire que cette nouvelle réalisation implique à court terme la disparition de l'annexe de la MJC, ancienne école, alors même que la Ville a toujours soutenu qu'elle n'avait aucun projet précis sur ces lieux. Une telle attitude et une telle précipitation nous amènent à nous poser les questions suivantes :

- pourquoi la Ville cherche-t-elle à tout prix à imposer un projet à un quartier et à ses habitants sans consultation ni aucune concertation ?
- pourquoi remplacer un jardin partagé unanimement apprécié, classé « espace vert protégé », par un projet immobilier ?
- pourquoi préférer investir une somme aussi importante (1 240 000 €) pour la construction d'un nouveau bâtiment alors que la réhabilitation de l'ancienne école est parfaitement réalisable à moindre coût ?
- un tel projet et une telle procédure sont-ils cohérents avec la fonction essentielle d'une MJC, qui est de créer du lien social et citoyen dans un quartier et non de proposer un simple catalogue d'activités ?
- n'est-il pas totalement incohérent de la part de la Ville de Nancy, alors que son objectif est de « favoriser une citoyenneté active, faite d'initiatives et d'engagement de manifester un tel déni de l'expression des citoyens ?

La menace de disparition des espaces publics de notre agglomération devient chaque jour plus alarmante. Les concertations sont indispensables pour renforcer notre cause : rassemblons-nous, exprimons-nous ! Prochaine réunion du Collectif de Soutien mardi 22 novembre à 19 h

contact@nos3maisons.org - <http://www.nos3maisons.org>

Rappel des faits :

- Tout début 2016, la Ville demande à la direction de la MJC de ne plus prévoir de conventions ou projets dans les locaux de son annexe (ancienne école, 14, rue de Fontenoy) au-delà d'un an, car la vente des bâtiments et des jardins annexes est envisagée au-delà de 2017, pour des projets immobiliers de « requalification du quartier ».
- En avril, l'assemblée générale annuelle de la MJC rassemble plus de 150 personnes (adhérents, usagers et voisins) fort émues à la perspective de voir disparaître ces locaux, leur jardin partagé et toutes les activités en ces lieux. Le dia-

logue est tendu : interpellés, les représentants de la Ville rétorquent que tout le monde sera relogé... mais ailleurs. Ils demandent à la MJC de préparer un projet de fonctionnement pour l'avenir, sans l'ancienne école, ni le jardin partagé.

- Aussitôt se crée spontanément un collectif de soutien, composé des mêmes habitants, usagers, etc., qui lance une pétition appelant les élus locaux « à préserver ce lieu emblématique, son vivier de projets d'avenir pour la vie du quartier, ses activités sociales, culturelles, artistiques, maraîchères et populaires concrètes ». En quelques jours, la pétition recueille² des centaines, puis des milliers de signatures (2 987 à ce jour en ligne et plus d'un millier sur papier).

- En juin, une délégation du collectif Nos3Maisons s'est successivement présentée aux conseils citoyens « Rives de Meurthe » et « Centre Ville »³ pour relayer nos inquiétudes auprès des autorités et des élus.

- Depuis six mois, le quartier, les voisins, les artistes et associations proches de la MJC proposent gratuitement des actions et événements pour montrer leur soutien : concerts, spectacles divers, exposition, pique-nique et culture au jardin, projection, rencontres, lectures et débats.... Depuis juin, chaque mercredi soir, c'est « le rendez-vous des voisins » d'abord autour d'un apéro participatif, puis d'une soupe partagée cet automne, dans une grande convivialité. Et la très populaire brocante du quartier a eu lieu avec succès dans la cour de l'ancienne école.

- En septembre, le journal *Nancy Mag* annonce sous la rubrique « C'est en cours » que la MJC pourrait bénéficier d'une extension de son bâtiment principal dit « Le Cube ». Interrogé sur ce point, l'adjoint en charge a précisé début octobre que c'était une hypothèse, mais aussi confirmé « qu'il n'y a toujours pas de projet ».

- Le 5 octobre dernier, fort de la mobilisation populaire du quartier, le conseil d'administration de la MJC a voté à l'unanimité une motion précisant qu'il « souhaite réaffirmer cette volonté de construire un projet partagé avec les habitants et les acteurs locaux, où les différentes actions et activités sont complémentaires, cohérentes et de nature à répondre aux attentes plurielles d'un public varié. Son projet ne consiste pas en un catalogue d'activités pouvant être dispersées en plusieurs endroits de la ville (...). Il s'inquiète vivement que l'ancienne école de la rue Fontenoy, lieu de rencontre pour les habitants du quartier et donc également créatrice de lien social et intergénérationnel, représentant un peu plus de la moitié de ses locaux et quasiment la moitié de ses adhérents, puisse être vendue, tant pour des raisons liées à son propre projet que pour des raisons de sauvegarde du patrimoine ou de mémoire d'un quartier disposant de peu de lieux emblématiques de cette époque (...). Il réaffirme son souhait de continuer à construire, modifier, amplifier son projet dans une collaboration positive avec l'ensemble de ses partenaires et notamment le principal : la Ville de Nancy. » Lors de ce conseil d'administration, la MJC s'est engagée à rédiger son projet d'avenir (notamment ses besoins en locaux) et à le transmettre à la ville...

- ...le 20 octobre et sans en informer la MJC, la Ville publiait un appel à candidature afin de désigner une équipe de maîtrise d'œuvre pour définir son propre projet d'extension.

1 à lire sous http://www.a-cp.fr/annonces.php?annonce_id=19423

2 https://www.change.org/p/pour-le-maintien-de-l-ancienne-ecole-et-du-jardin-partage-de-la-mjc-des-3-maisons?recruiter=543753434&utm_source=share_for_starters&utm_medium=copy-Link

3 Le nouveau découpage des quartiers a en effet rattaché la rue de Fontenoy à « Rives de Meurthe et le Faubourg des 3 Maisons » à « Centre Ville », coupant en deux ce quartier historique

Maudite soit la guerre !

CONCERTS DES CHORALES RÉVOLUTIONNAIRES 11 NOVEMBRE 2016



“CROSSES EN L'AIR”

PLACE STANISLAS - PORTE HÉRÉ
11 H 11 - NANCY

RUE MAZEL - MONUMENT À LA VICTOIRE
17 H 30 - VERDUN

12 NOVEMBRE 2016
16 H 00 - BONZÉE

RENCONTRES INTERNATIONALES DE CHORALES

Avec les chorales : Les Mauvais Jours Finiront (Verdun), les Sans Nom (Nancy), Les ZAD Vengeurs (Amiens), La Lutte Enchantée (Marseille), Il Coro dei Malfattori (Parma), Coro di Micene (Milan), Les Barricades (Grenoble), La Barricade (St Étienne), Strawberry Thieves (Londres), Rue de la Victoire (Bruxelles), La Canaille du Midi (Toulouse), les Mauvaises Pentes (Lyon), Espèce de Chorale (Brest)...

informations : www.sans-nom.net

Week-end du 11 au 14 novembre
Rencontres francophones du réseau Reclaim the Fields à Bure

Rencontres francophones des ami-e-s du réseau de Reclaim the Fields, pour discuter des perspectives d'autonomie paysanne et anticapitaliste en France et ailleurs.

Contact :
terresdebure@riseup.net

Cercles de silence

Pont à Mousson
samedi 12/11/2016
Place Duroc
à 10 h 30

Nancy
samedi 29/10/2016 et
26/11/2016
Place Stanislas
à 15 h

Le collectif Nos3Maisons propose tous les mercredis de 18 h à 20 h le rendez-vous des voisins sous forme de pique-nique participatif et/ou de soupes partagées.
Le 2 novembre à la suite du pique-nique aura lieu un concert de Marie Flesch.
Contact & infos : nos3maisons.org

Dimanche 13 novembre 2016
Grand chantier collectif
sur les terres agricoles squattées

A partir de 13 h à l'ancienne gare de Luméville

Près d'un an après la première action de réoccupation des terres agricoles des « Semis Radieux » le 15 novembre 2015, remettons le couvert autour des terres squattées de la Gare de Luméville le temps d'une après-midi de chantier collectif !

Continuons d'enraciner l'occupation du territoire de multiples formes, cultivons les terres accaparées par l'ANDRA pour nourrir notre révolte !

Plus d'infos sur vmc.camp
Contact : terresdebure@riseup.net

Concerts
de chorales révolutionnaires
« Crosses en l'air ! »

Le 11 novembre 2016
Nancy - porte Héré à 11 h 11
Verdun - rue Mazel à 17 h 30
Le 12 novembre 2016 à Bonzée 16 h 30

Mettons à bas ces mascarades, ces défilés.
 C'est à nous de marcher dans les rues.
 C'est à nous d'être les garants de notre avenir.
 À bas toutes les armées.
 À bas tous les exploités.
 Ni dieu ni maître ni patrie !

Les **Sans Nom** (Nancy) et **Les Mauvais Jours Finiront** (Verdun) reçoivent **les ZAD Vengeurs** (Amiens), **la Lutte Enchantée** (Marseille), **Il Coro dei Malfattori** (Parma), **Coro di Micene** (Milan), **les Barricades** (Grenoble), **la Barricade** (St Étienne), **Strawberry Thieves** (Londres), **la Rue de la Victoire** (Bruxelles), **la Canaille du Midi** (Toulouse), **les Mauvaises Pentes** (Lyon), **Espèce de Chorale** (Brest)...

Contact & Infos : www.sans-nom.net

120 choristes à Verdun !

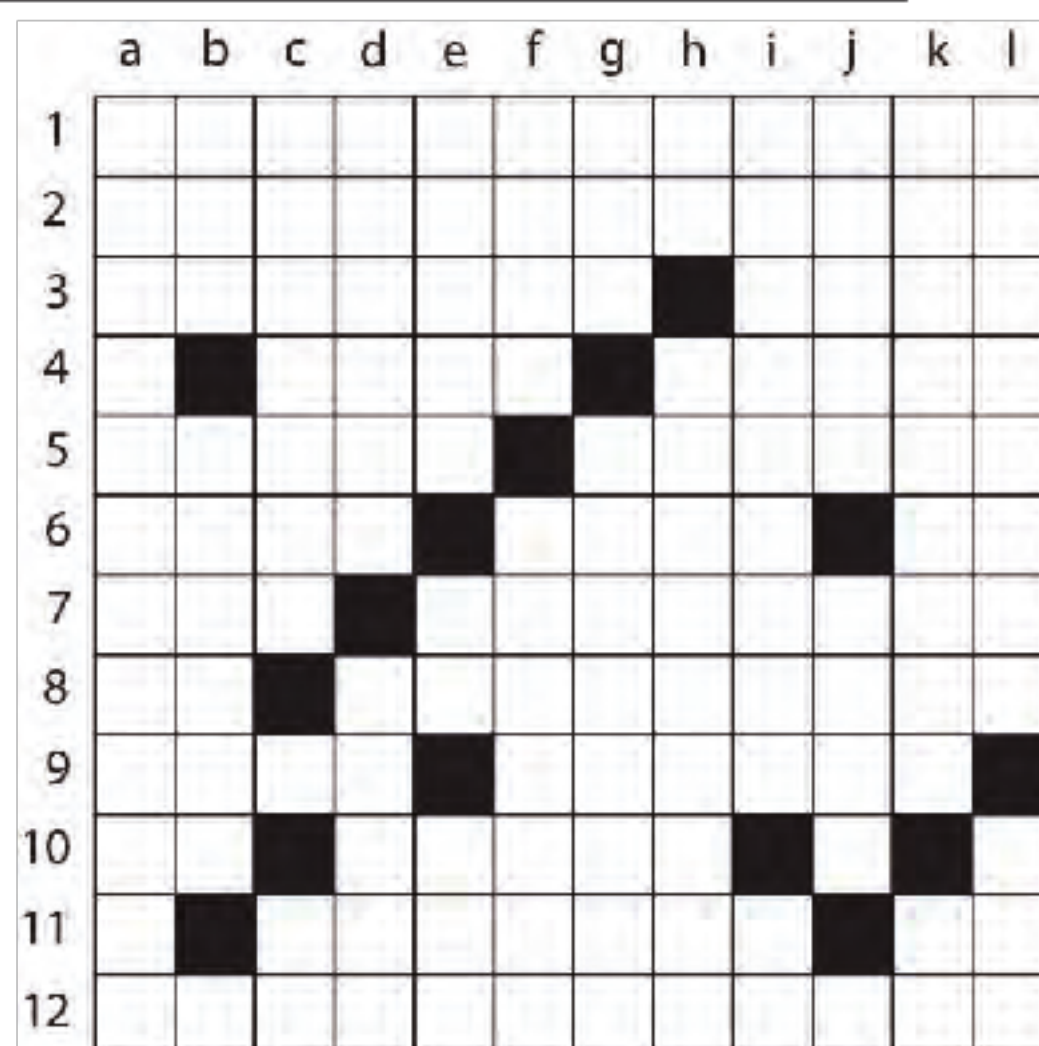
Les Mots croisés de Jiji

Horizontalement

- 1 - Établissement.
- 2 - Bon à rien.
- 3 - Tourner et retourner. Poste de combat.
- 4 - Durs des tropiques. État.
- 5 - Petite flotte. Épi de Diane.
- 6 - Tus. Eventail naturel. Marque d'égalité.
- 7 - Courte émission. Modérée.
- 8 - Signe extérieur de richesse. Ors ottomans.
- 9 - Délira. Embouchures.
- 10 - Bretonne de légende. Chinoise du Nord.
- 11 - Tiercelets. Voie orientale.
- 12 - Travaux au noir.

Verticalement

- a - Bien entourée.
- b - Machin. Cercles lumineux.
- c - Berbères. Pour réfléchir.
- d - Poteaux de torture. Adversaire déchu mais pas mort.
- e - Eau des Alpes. Conque océane. Céans.
- f - Futures victimes du réchauffement ? Terres artificielles.
- g - Cherche son but. Miton.
- h - Endonyme américain. Système politique.
- i - Suivent de près. Petit monsieur.
- j - Vieil espagnol. Vallées englouties.
- k - Grand Dieux. À l'index.
- l - Filles de la mer. Vieux proxénète populaire.



	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
1	I	N	S	U	R	R	E	C	T	I	O	N
2	R	E	T	R	O	U	V	A	I	L	L	E
3	R	O	U	G	I	R	A	C	L	I	C	
4	E	M	P	E	S	A	G	E	I	V	E	
5	D	E	R	S		L	U		A	C	E	S
6	U	N	E		D	E	A	L	A	I	S	
7	C	I		N	U	S		A		T	P	I
8	T	E	T	E	R		O	R	G	E	A	T
9	I		R	E	C	O	N	D	A	M	N	A
10	B	R	U	M	I	S	E		B	E	N	N
11	L	A	S		R	A		M	O	N	E	T
12	E	N	T	R	A	I	N	A	N	T	E	S

Solutions numéro précédent